

# ACTION URGENTE

## ÉGYPTE. DES ÉTUDIANTS OUIGHOURS RISQUENT D'ÊTRE RENVOYÉS DE FORCE EN CHINE

**Selon les médias, environ 150 Ouïghours ont été arrêtés en Égypte et ont soit déjà été renvoyés de force en Chine, soit risquent de l'être très prochainement. En cas de renvoi, ils seraient exposés à de graves violations des droits humains.**

Le 6 juillet 2017, le *New York Times* a cité des membres anonymes des services aériens égyptiens, selon lesquels au moins 12 Ouïghours ont été renvoyés du Caire à Guangzhou (Chine) par Egypt Air, et 22 autres Ouïghours sont détenus dans l'attente de leur renvoi immédiat. Ces Ouïghours étaient tous étudiants à l'université d'al Azhar, au Caire.

Pour le moment, on ne connaît pas l'ampleur de ces arrestations. L'organisation Uighur Human Rights Project (UHRP, projet ouïghour pour les droits humains) a déclaré à Amnesty que les autorités égyptiennes détenaient au moins 150 étudiants ouïghours, dont 70 à l'ambassade chinoise du Caire, où des agents de la sécurité chinois les auraient interrogés et forcés à signer des documents déclarant qu'ils appartenaient au Mouvement islamiste du Turkestan. Une source proche de la communauté ouïghoure en Égypte a déclaré à Amnesty que le harcèlement des étudiants ouïghours a commencé il y a trois mois, quand les autorités chinoises ont placé en détention les familles de plusieurs étudiants, exigeant que les étudiants ouïghours d'Égypte rentrent chez eux avant le 20 mai. Cette source a affirmé que certains étudiants qui étaient rentrés avaient été torturés et que d'autres avaient été condamnés à 15 ans d'emprisonnement pour avoir « répandu l'extrémisme ».

Ces événements interviennent après que Radio Free Asia (RFA) a rapporté en mai que les autorités chinoises de la région autonome ouïghoure du Xinjiang avaient engagé une politique visant à contraindre tous les Ouïghours étudiant à l'étranger à rentrer dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. D'après RFA, les autorités de la région autonome ouïghoure du Xinjiang ont placé en détention des proches des Ouïghours étudiant à l'étranger afin de les obliger à rentrer. Les autorités de la région autonome ouïghoure du Xinjiang ont déclaré aux médias d'État qu'elles mènent actuellement une « guerre populaire contre le terrorisme ». En cas de renvoi en Chine, les Ouïghours de la région autonome ouïghoure du Xinjiang risquent d'être soumis à des actes de torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. Amnesty International a recensé des cas dans lesquels des demandeurs d'asile ouïghours renvoyés de force en Chine ont été emprisonnés, auraient été torturés ou soumis à d'autres mauvais traitements, et dans certains cas, condamnés à mort et exécutés.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- exprimez votre préoccupation au sujet des 12 Ouïghours qui auraient déjà été renvoyés en Chine, où ils risquent fortement d'être torturés et soumis à d'autres mauvais traitements, d'être placés en détention arbitraire, d'être persécutés ou d'être jugés dans le cadre de procès iniques ;
- appelez les autorités à veiller à ce que tous les Ouïghours qui ont été arrêtés puissent demander l'asile et bénéficier individuellement d'un réexamen de leur dossier, et à ce que leur détention et leur renvoi forcé prévu fassent l'objet d'un contrôle judiciaire ;
- demandez aux autorités égyptiennes si leurs homologues chinoises leur ont fourni des garanties que les Ouïghours ne seront pas placés en détention arbitraire ou soumis à d'autres violations des droits humains à leur retour, et comment elles rempliront leurs obligations de veiller à ce que les informations soient transmises en continu et à ce que la situation de ces personnes après leur retour soit surveillée de manière indépendante et efficace.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 18 AOÛT 2017 À :**

#### Ministre de l'Intérieur

Magdy Abdel Ghaffar

Ministry of Interior

Fifth Settlement, New Cairo, Égypte

Fax : + 202 2794 5529

Courriel : center@moi.gov.eg ou

E.HumanRightsSector@moi.gov.eg

Twitter : @moiegy

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Ministre,

#### Président

Abdel Fattah al-Sisi

Office of the President

Al Ittihadia Palace

Cairo, Égypte

Fax : +202 2391 1441

Courriel : p.spokesman@op.gov.eg

Twitter : @AlsisiOfficial

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

#### Copies à :

Adjointe au ministre des Affaires étrangères, chargée des droits humains

Laila Bahaa Eldin

Ministry of Foreign Affairs

Corniche el-Nile, Cairo, Égypte

Fax : + 202 2574 9713

Courriel : contact.us@mfa.gov.eg

Twitter : @MfaEgypt

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Égypte dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## ÉGYPTE. DES ÉTUDIANTS OUIGHOURS RISQUENT D'ÊTRE RENVOYÉS DE FORCE EN CHINE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon Radio Free Asia, les autorités chinoises ont commencé à contraindre des Ouïghours étudiant dans des universités à l'étranger à rentrer en Chine. Des sources ont dit à Radio Free Asia qu'on était sans nouvelles des étudiants qui étaient rentrés en Chine. D'après les médias, le gouvernement chinois a également confisqué les passeports de Ouïghours afin de contrôler encore plus leurs mouvements.

Les Ouïghours sont une minorité ethnique principalement de confession musulmane. Ils vivent surtout dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Depuis les années 1980, ils sont la cible de violations graves et systématiques des droits humains, notamment d'arrestations et d'incarcérations arbitraires, de détentions au secret, et de fortes restrictions de la liberté de religion et de l'exercice des droits sociaux et culturels. Les autorités locales continuent de contrôler étroitement la pratique religieuse, y compris en interdisant à tous les fonctionnaires et aux mineurs de moins de 18 ans de fréquenter les mosquées. Les politiques gouvernementales chinoises limitent l'usage de la langue ouïghoure, imposent des restrictions sévères à la liberté religieuse et soutiennent l'arrivée en masse de migrants hans dans la région.

Les violations des droits humains des Ouïghours durent depuis de nombreuses décennies, mais se sont intensifiées ces dernières années. Depuis l'attentat du 11 septembre 2001 aux États-Unis, les autorités chinoises justifient l'intensification de la répression contre les Ouïghours par la « guerre contre le terrorisme ». Depuis lors, elles classent le mécontentement des Ouïghours dans la catégorie du terrorisme international et interprètent les expressions de l'identité culturelle ouïghoure non reconnues par l'État comme des preuves d'un comportement « séparatiste ».

En mai 2014, une campagne visant à « frapper fort » a été lancée pour un an dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Les autorités ont privilégié les arrestations expéditives, les procès rapides et les condamnations collectives. Le gouvernement a appelé à un renforcement de la « coopération » entre le parquet et les tribunaux, renforçant les craintes quant à l'équité des procès. La campagne visant à « frapper fort » a été prolongée dans les années qui ont suivi, et les autorités ont fortement augmenté les dépenses allouées à la police et aux forces de maintien de la stabilité sociale. De nombreux Ouïghours ont alors décidé de fuir le pays. Les autorités chinoises ont répliqué en harcelant leurs proches afin de faire pression sur eux pour qu'ils reviennent, et en s'efforçant de limiter les activités des militants politiques et des défenseurs des droits humains ouïghours à l'étranger. De nombreux Ouïghours vivant à l'étranger, et notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés, craignent d'autant plus le renvoi forcé en Chine. Ces dernières années, des dizaines de demandeurs d'asile ouïghours ont été renvoyés de force vers la Chine depuis des pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie centrale.

En décembre 2009, les autorités cambodgiennes ont renvoyé de force 20 demandeurs d'asile ouïghours vers la Chine. Cinq d'entre eux auraient été condamnés, à l'issue de procès à huis clos, à la réclusion à perpétuité, et huit autres à des peines d'emprisonnement allant de 16 à 20 ans. En décembre 2012, la Malaisie a renvoyé de force six Ouïghours dont la demande d'asile était en cours de traitement auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Il a été difficile de confirmer la véracité des informations concernant les personnes renvoyées. En juillet 2015, à la suite de pressions diplomatiques de la Chine, la Thaïlande a expulsé 109 Ouïghours vers la Chine.

L'Égypte est partie à la Convention relative au statut des réfugiés des Nations unies, et a donc l'obligation de ne pas expulser ou renvoyer des personnes vers des pays où leur vie ou leur liberté serait menacée en raison de leur appartenance ethnique, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques.

Nom : groupe

Femmes et hommes